

La nouvelle Europe – un paradis ou un cimetière ?

Partage international n° 33 - Mai 1991

par Peter Liefhebber

Le nouvel esprit de coopération et d'unification qui a caractérisé la dernière partie des années 80 inspire également l'Europe. Selon les plans actuels, toutes les frontières qui séparent les douze pays de la Communauté Economique Européenne (la CEE) disparaîtront l'année prochaine. Moins de bureaucratie, une économie de millions de dollars (ou plutôt d'ECUS), la simplification des communications et du mouvement des personnes et des marchandises : tels sont les mots magiques de la nouvelle langue européenne. De nouveaux candidats se pressent déjà à la porte. La Turquie souhaite y être admise. L'Autriche a courtoisement présenté une demande d'admission. La Suède a ravalé ses anciennes objections à son adhésion. Les pressions intérieures pour amener la Norvège à changer de direction continuent à monter. Les pays de l'ancien bloc de l'Est regardent avec nostalgie en direction de ce paradis de la consommation que sont les anciennes démocraties de l'Europe de l'Ouest et du Sud.

Dans le chœur chantant les louanges de la nouvelle Europe, la voix de l'ex-Premier ministre britannique, Margaret Thatcher, a lancé une note discordante. Le continent européen considère ses objections au processus d'unification comme un vestige de l'excentrique insularité britannique, résultat d'un isolement culturel et géographique millénaire. Cependant, on espère que ce problème se résoudra de lui-même, tout comme lorsque la Grande-Bretagne avait dû céder aux pressions pour finir par se joindre, après bien des années, à la CEE.

Toutefois, même d'un point de vue continental, il semble justifié d'émettre des réserves quant à la direction qu'est en train de prendre la CEE. L'Europe, se basant sur des principes purement économiques, est en train de s'embarquer sur la voie de la coopération sans tenir compte du fait que les pays concernés ont une histoire, une culture et un climat social qui leur sont propres. L'union et la collaboration sont vitales mais ont tendance, de nos jours, à créer en pratique des circonstances qui

servent avant tout les intérêts du monde des affaires.

Beaucoup — beaucoup trop — est sur le point d'être sacrifié à ce but. Les parlements nationaux abandonnent leur autorité et observent de loin les décisions qui sont prises au sommet. Le processus normal de contrôle démocratique se trouvera ébranlé à un point tel que, dans de nombreux cas, le peuple ne pourra avoir qu'une influence très limitée sur les questions importantes.

Il me sera plus facile d'illustrer les objections et les dangers propres à ce processus en décrivant la situation des Pays-Bas, que je connais bien étant Hollandais. Mon pays n'est pas un utopique paradis, loin de là, mais il a réussi à mettre sur pied un système de prévention sociale unique en son genre. Comparée à la plupart des autres pays, la Hollande pratique une politique très généreuse à l'égard des congés de maladie, du chômage, des subsides accordés à l'éducation, des allocations logement, etc. Toutes proportions gardées, aucun autre pays de la CEE n'accorde autant d'aide aux pays pauvres. Chaque citoyen vivant aux Pays-Bas a droit à un revenu minimum légal, même ceux qui ne travaillent pas, qu'ils soient ou non chômeurs. Les chômeurs reçoivent de l'Etat au moins autant que des centaines de milliers de travailleurs entrant dans la catégorie des revenus les plus bas. La Hollande prévoit également des conditions favorables pour ceux qui se trouvent dans l'incapacité de travailler pour des raisons de santé. Ceci n'est qu'un aperçu bref et incomplet des services sociaux que la Hollande a su petit à petit créer.

Evidemment, un tel système a son prix : les impôts sont particulièrement élevés aux Pays-Bas. Aux yeux des Américains, cela doit presque ressembler à du vol (en Europe, la Hollande est d'ailleurs également en tête sur ce plan). Le résultat est que la différence entre les revenus les plus hauts et les plus bas est beaucoup moins marquée qu'ailleurs. Il va sans dire qu'un tel système a ses détracteurs.

Nombreux sont ceux qui, en Hollande, pensent que nous avons transformé ce pays en paradis pour paresseux et qui mettent l'accent sur le taux d'absentéisme relativement élevé. C'est vrai : 13,5 pour cent de la population active vit actuellement d'allocations sociales en raison de la condition

physique ou psychologique des individus, ce chiffre n'incluant pas les centaines de milliers de personnes qui bénéficient de l'allocation chômage de fait qu'elles n'arrivent pas à trouver de travail.

Il y aurait beaucoup à dire sur les avantages et les inconvénients d'un tel système. Une critique fréquemment émise souligne que les gens abusent des réglementations souples, et restent chez eux au moindre prétexte ou même cessent complètement de travailler. Mais, même si c'est vrai, on peut envisager le problème sous un autre angle : la Hollande a le taux de productivité le plus élevé du monde et, comme elle cherche à atteindre toujours les plus hauts niveaux, de plus en plus d'individus trouvent difficile de suivre cette progression. Par conséquent, un nombre toujours plus restreint de travailleurs est obligé de devenir de plus en plus efficace afin d'assurer aux autres un revenu raisonnable. Un cercle vicieux a ainsi été créé.

Sous quelque angle qu'on l'examine, le système hollandais est très probablement mûr pour un changement. Je pense personnellement qu'une plus grande attention devrait être accordée au nombre inquiétant de personnes mises au chômage, non tant en raison des coûts engendrés que parce que trop d'individus sont marginalisés. Même des allocations chômage suffisantes ne peuvent que partiellement compenser la perte du statut de membre actif de la société.

Toutefois, ces considérations ne sont pas le but de cet article. Ce qui me préoccupe, c'est que la Hollande sera mise sous pression en vue de se conformer aux normes de tous les autres pays de la CEE, amenant ainsi la fin des réglementations traditionnellement généreuses (relativement parlant) de ce pays en faveur des malades, des personnes âgées, des chômeurs, des étudiants, etc. C'est Bruxelles et non La Haye (siège du gouvernement hollandais) qui décidera en dernier ressort de la

manière dont les Hollandais devront gérer, chez eux, leur système social. Cette perspective me dérange beaucoup et je revendique, en fait, mon droit à payer des impôts élevés si nous, les Hollandais, préférons qu'il en soit ainsi.

J'ai parlé des Pays-Bas, mais chaque pays a sa propre histoire, ses propres caractéristiques que le rouleau compresseur de la Communauté Européenne menace d'écraser. Prenons un autre exemple : l'Allemagne sera-t-elle capable de maintenir son soutien financier, traditionnellement généreux, en faveur des arts ?

Bien évidemment, ce ne furent pas ces questions spécifiques qui amenèrent Margaret Thatcher à se dresser contre l'unification de l'Europe. Au contraire, elle craint qu'une telle politique sociale ne soit imposée à la Grande-Bretagne. Toutefois, l'objection reste fondamentalement la même : des pays ne doivent pas abandonner leur autonomie politique, sociale et culturelle sous la pression de l'intégration économique.

Actuellement, trop de débats tournent exclusivement autour des affaires économiques — toutes les autres considérations sont reléguées au second plan. La coopération est désirable et même nécessaire, mais si son principal but est la création d'un marché puissant, alors l'Europe n'y trouvera que peu d'avantages. La CEE deviendra peut-être, pour beaucoup, un paradis financier et économique, mais elle pourrait également devenir un cimetière social et culturel. Ce prix à payer est trop élevé.

Europe **Auteur** : Peter Liefhebber, journaliste aux Pays-Bas.

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Editorial](#) ()